

Alterindicateurs

Le rapport Stiglitz : vers une révolution statistique ?

« Une formidable révolution nous attend. Chacun d'entre nous désormais le pressent. Cette révolution ne s'accomplira pleinement que si elle est d'abord une révolution dans les esprits. Que si elle est d'abord une révolution intellectuelle, morale, culturelle. Que si elle est d'abord une révolution dans les façons de penser, dans les mentalités dans les valeurs. [...] La statistique, la comptabilité, reflètent nos aspirations, la valeur que nous accordons aux choses. Elles sont indissociables d'une vision du monde, de l'économie, de la société, d'une idée de l'homme, de son rapport aux autres. Les prendre comme données objectives, extérieures à nous-mêmes, incontestables et indiscutables, c'est sans doute rassurant, confortable, mais c'est dangereux. [...]. C'est comme cela que l'on fabrique une pensée unique qui n'admet plus aucune forme de recul, aucune forme de doute. [...] Pendant des années on a dit à des gens dont la vie devenait de plus en plus difficile que leur niveau de niveau augmentait. Comment ne se sentiraient-ils pas trompés ? [...] Pendant des années, les statistiques ont affiché une croissance économique de plus en plus forte comme une victoire sur la pénurie, jusqu'à ce qu'il apparaisse que cette croissance, en mettant en péril l'avenir de la planète, détruisait davantage qu'elle ne créait. [...] Le problème vient de ce que le monde, la société, l'économie ont changé et que

FRÉDÉRIC LEBARON

la mesure n'a pas assez changé. [...] Nous sommes dans une de ces époques où nos certitudes ayant volé en éclat, où nos habitudes de pensée se révélant inopérantes, nous avons tout à reconstruire, tout à réinventer. [...] Derrière la religion du chiffre, derrière tout l'édifice de nos représentations statistiques et comptables il y a aussi la religion du marché qui a toujours raison [...] Si le marché avait la bonne réponse à tout, cela se saurait. Si le marché ne se trompait jamais, cela se verrait. [...] Le marché n'est pas porteur de sens. Il n'est pas porteur de responsabilité. Il n'est pas porteur de projet. Il n'est pas porteur de vision. Les marchés financiers encore moins. »

Nicolas Sarkozy, Grand amphithéâtre de la Sorbonne, lundi 14 septembre 2009).

Lors de la journée du 14 septembre 2009 consacrée à la publication du rapport de la « Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social » dite « commission Stiglitz-Sen-Fitoussi »¹, de très

1. Le texte du rapport est disponible sur le site : <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/>

hauts responsables politiques administratifs et des personnalités scientifiques mondialement reconnues n'ont pas ménagé leurs efforts pour contribuer à créer un événement international de grande ampleur, en particulier au sein de la communauté des statisticiens, des experts et des chercheurs en sciences sociales, tout en s'adressant au-delà à l'ensemble des décideurs politiques, analystes et des citoyens. Il s'agit rien moins que de révolutionner l'appareil d'enregistrement statistique dans les domaines socioéconomique et environnemental, et de transformer des modalités de mesure des « performances » jugées profondément défaillantes, légitimement contestées, et inadaptées aux enjeux contemporains. Les limites criantes du PIB sont le point de départ de ce constat : connues de longue date, elles impliqueraient des innovations pour rendre mieux compte des « performances économiques » et du « progrès social », selon les termes mêmes de la Commission.

L'ensemble des systèmes de *comptabilité nationale* mis en place après la Deuxième Guerre mondiale doit ainsi être repensé. La totalité des institutions statistiques publiques est

appelée à mettre en œuvre à relativement brève échéance des changements notables dans l'architecture intellectuelle sur laquelle ils ont été construits, dans leurs dispositifs d'enquête et leurs instruments de mesure et autres indicateurs. En matière de politiques publiques, le changement doit permettre une meilleure *évaluation* des performances économiques et sociales à différents niveaux et favoriser ainsi la mise en œuvre de stratégies plus adaptées. Les décideurs publics doivent eux-mêmes se saisir des innovations et les appliquer dans leur activité ordinaire.

Pour le président de la République, le rapport est même l'occasion une véritable « révolution culturelle », conduisant à s'éloigner de mesures exclusivement marchandes que la crise aurait définitivement disqualifiées. Dans une rhétorique hyper-volontariste d'hyper-président, il annonce que « le débat sur les conclusions de ce rapport, la France l'ouvrira partout. [...] Elle inscrira l'étude de ce rapport au programme de toutes les écoles d'application de sa fonction publique ». Nicolas Sarkozy fait du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi le point de départ d'une grande transformation morale et sociale.

Interpréter cet « événement » scientifico-politique ne va pas de soi, car il faut éviter deux travers : le déni de tout « événement » d'une part, une surévaluation de ses conclusions, de ses implications et de ses conséquences d'autre part. Dans un texte publié sur le forum FAIR qu'ils animent, Jean Gadrey et Dominique Méda, promoteurs des « nouveaux indicateurs de

rapport_francais.pdf

Il vient d'être publié sous la forme de deux livres (préfacés par Nicolas Sarkozy!), accompagné d'un texte des auteurs:

J. Stiglitz, A. Sen, J.-P. Fitoussi, *Vers de nouveaux systèmes de mesures: Performances économiques et progrès social*, éd. Odile Jacob, Paris, nov. 2009, 426 pages.

J. Stiglitz, A. Sen, J.-P. Fitoussi, *Richesse des nations et bien-être des individus: performances économiques et progrès social*, éd. Odile Jacob, Paris, nov. 2009, 351 pages.

richesse », proposaient dès juin 2009² une conclusion plus nuancée : on y trouve des diagnostics justes, des propositions intéressantes mais timides, et en même temps l'expression de la mainmise des économistes et d'une dangereuse volonté de « monétarisation » des indicateurs, notamment en matière de « soutenabilité ».

Une victoire du mouvement pour d'« autres » indicateurs de richesse ?

Consacrant un mouvement de réflexion, de proposition et parfois de mobilisation autour des « alterindicateurs » déjà évoqué dans cette rubrique³, la parution de ce rapport est évidemment une excellente nouvelle pour toutes celles et ceux qui luttent pour transformer les normes scientifiques d'appréciation des réalités économiques et sociales et qui contestent depuis de nombreuses années l'hégémonie de critères d'évaluation marchands, manifestement inadaptes, à tous les niveaux du système socioéconomique⁴. En plus du rapport, nombre d'interventions très « officielles » lors de la journée de présentation confirment la pertinence et l'importance de critiques qui avaient longtemps fait l'objet d'un mur d'indif-

férence, de déni et de diverses résistances plus ou moins affichées, notamment au sein des grandes organisations statistiques publiques et parmi les économistes dominants.

Il est vrai que, depuis plusieurs années, un « courant rénovateur » de la statistique socioéconomique, moins militant et plus institutionnel, a conquis des espaces croissants au sein d'organismes internationaux comme l'ONU (le Programme des Nations unies pour le développement-Pnud), l'OCDE, la Banque mondiale, et, de plus en plus, au sein des organismes statistiques nationaux, eux-mêmes entraînés dans un mouvement institutionnel d'ampleur lié au dynamisme politico-intellectuel du mouvement. La thématique de la critique du PIB et des indicateurs économiques dominants a progressivement séduit diverses fractions des mondes médiatique et politico-administratif, ce qu'illustre par exemple le succès inattendu de l'indicateur BIP40 en France, en dépit des réticences des statisticiens officiels à son égard.

La décision de mandater Joseph Stiglitz aux côtés de Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi (qui en a suggéré l'idée) pour faire un ensemble de propositions en la matière peut être considérée comme une victoire politique ou « idéologique » d'un mouvement multiforme qui semblait il y a peu voué à rester aux marges (à l'extérieur ou à l'intérieur) des institutions. La crise mondiale a sans doute contribué à donner plus de force aux promoteurs de cette « rénovation » : l'introduction

2. À partir du projet de rapport mis en ligne en juin 2009, ils avançaient une première analyse : J. Gadrey, D. Méda, « Commission Stiglitz : un diagnostic juste, des propositions (encore) timides », IDIES, 9 juin 2009.

3. Cf. F. Lebaron, « Alterindicateurs », *Savoir/Agir*, 9 et 10.

4. Voir en particulier : J. Gadrey, F. Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La Découverte, 2007.

du rapport (*Synthèse et recommandations*) indique d'ailleurs explicitement que « certains membres de la commission pensent que cette dernière confère [à leurs recommandations] une urgence accrue » (p. 9). C'est en tout cas clairement ce qu'exprime le président de la République, qui voit dans la crise le révélateur de l'inadéquation des outils statistiques.

Pourtant, cette victoire présente un premier aspect paradoxal : la commission Stiglitz a regroupé des économistes plutôt « critiques » mais consacrés par les institutions (sur le modèle des trois responsables, que l'on peut classer dans la catégorie des « hérétiques consacrés », selon l'expression de Pierre Bourdieu⁵) ; des économistes néoclassiques à forte reconnaissance internationale qui ont œuvré dans la théorie du bien-être ou de la comptabilité nationale, et des responsables d'organismes statistiques, les uns et les autres fort peu suspects de non-conformisme ; enfin quelques économistes, plus proches des sciences sociales, qui ont contribué à des travaux empiriques originaux dans le domaine. Elle a mobilisé en tant que « rapporteurs » des membres d'organismes nationaux (Insee, OFCE) et internationaux (OCDE). Sur les 24 membres de la commission, 12 occupent une position dans une université américaine, dont 3 à Princeton, 2 à Chicago et 2 à Columbia. Cinq ont des « Nobel ». La commission a donc mobilisé un fort capital symbolique académique lié aux États-Unis,

des représentants d'organismes statistiques et d'expertise reconnus : c'est donc du cœur de la science économique internationale que vient le signal de la révolution statistique, non sans de multiples tensions internes dont le rapport laisse souvent paraître certaines traces⁶.

Un rapport ambitieux mais souvent technique et parfois ésotérique

Le texte du rapport combine deux traits qui peuvent sembler contradictoires : ambition et technicité. Tout d'abord, il se présente à certains égards comme un « manifeste » et contient une forte dimension programmatique. Des recommandations et de nombreuses formulations qui le parcourent en appellent à de nouvelles pratiques : « un effort majeur devra aussi être réalisé... » ; « il convient de prendre en compte... » ; « il est nécessaire de tenir compte... » ; « consacrer des moyens statistiques aux domaines dans lesquels les indicateurs disponibles demeurent insuffisants », etc. Si les demandes adressées aux appareils statistiques restent relativement vagues, elles sont néanmoins nombreuses, impliquent un investissement public énorme et sont présentées comme des inflexions majeures qui doi-

5. P. Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Minuit, 1984.

6. En mobilisant des économistes académiques de renom connus pour des travaux concurrents, les responsables ont pris le risque de devoir adopter des positions de compromis œcuméniques, ce qui est effectivement le cas à maintes reprises où se juxtaposent des cadres conceptuels ou des indicateurs en partie contradictoires, sans que le rapport ne tranche en faveur de tel ou tel. Cf. les remarques de J. Gadrey et D. Méda à ce propos, art. cit.

vent permettre des changements sociaux et politiques eux-mêmes importants. D'autre part, le rapport est à la fois long (la version française compte 324 pages d'un texte très dense) et souvent technique, voire ésotérique, juxtaposant concepts et indicateurs empruntés à des cadres théoriques parfois contradictoires.

Les nombreux développements relatifs à l'amélioration de la comptabilité nationale supposent bien connues les bases et les évolutions récentes de celle-ci⁷. Projet bureaucratique-scientifique bâti après la guerre, confronté à de nombreux problèmes (ou « anomalies »), la comptabilité nationale devrait ainsi, si l'on suit les auteurs, tendre à se développer et s'enrichir toujours plus pour intégrer la réponse à ces problèmes, fût-ce au prix d'une perte en simplicité sinon en cohérence. Sans renoncer totalement à l'usage du PIB, le rapport prône par exemple un usage accru des revenus et de la consommation réels des ménages, éléments déjà présents dans la comptabilité nationale, mais encore mal mesurés (avec des observations incohérentes). Insistant à plusieurs reprises sur le *principe d'équivalence* (un service identique pour un ménage ne doit par exemple pas être comptabilisé différemment selon le statut juridique, public ou privé, de son producteur), le rapport en appelle avec force à une meilleure mesure des services non marchands (notamment ceux de santé

ou d'éducation) dont les ménages retiennent un bien-être pour l'instant largement ignoré. Dans le même esprit, il s'agit de développer les comptes de patrimoine à tous les niveaux, et de soumettre les bilans ainsi construits à des « tests de résistance » fondés sur diverses hypothèses de valorisation, « là où il n'existe pas de prix du marché ou lorsque ces prix sont soumis à des fluctuations erratiques ou à des bulles spéculatives » (p. 15). Les difficultés de la mesure monétaire du patrimoine, dans un sens étendu, ouvrent donc un immense chantier pour les comptes nationaux.

À propos de la « qualité de la vie », les développements portant sur les trois cadres conceptuels présentés comme les plus « utiles » (bien-être subjectif, « capacités » et « allocations équitables ») considèrent que les théories ou travaux correspondants sont connus ; surtout, ils parviennent difficilement à convaincre de leur utilité « opérationnelle », alors que les difficultés méthodologiques et le manque de données fiables sont des obstacles criants à la connaissance dans ce domaine. De même enfin, les indicateurs présentés dans la troisième partie consacrée à la « soutenabilité » sont des constructions parfois peu intuitives, comme dans le cas de l'épargne nette ajustée (ENA), issue des travaux de la Banque mondiale, critiquée fortement par J. Gadrey et D. Méda.

On ne peut qu'être surpris par le déséquilibre des disciplines mobilisées dans le rapport : psychologie, sociologie, démographie, science politique,

7. Sur l'histoire de la comptabilité nationale en France, voir F. Fourquet, *Les comptes de la puissance. Aux origines de la comptabilité nationale et du plan*, Paris, Encres, 1980.

sciences de la nature, sans parler de l'histoire⁸, de la géographie ou de l'anthropologie, sont presque totalement laissées de côté au profit du couple comptabilité nationale/théorie économique, censé être seul au cœur des enjeux et problèmes du bien-être et de la performance socioéconomiques, ce qui implique un biais en faveur d'une vision utilitariste du bien-être et surtout de la monétarisation comptable. Cela contribue à donner de la question une vision étroitement technicienne et a-historique, centrée sur la façon dont comptabilité nationale et économie théorique pourraient se développer dans de nouvelles directions à l'avenir⁹.

Des propositions intéressantes et parfois radicales... mais sans véritable esquisse de plan d'application

Les diagnostics critiques contenus dans le rapport sont souvent convaincants : ainsi, par exemple, de l'incapacité du PIB, centré sur l'évaluation marchande, à mesurer non seulement le bien-être mais même les performances économiques, que le produit intérieur net ou, plus encore, les revenus réels des ménages approchent avec plus de

précision. Le contre-exemple américain utilisé par Stiglitz (un PIB qui augmente alors que les ménages ne voient pas leurs revenus progresser) est le plus parlant, et hautement symbolique : c'est le « modèle américain » qui est explicitement détrôné de son statut (par un Américain). De même, la description des limites criantes de la statistique publique en matière d'objectivation de la *qualité de la vie* (avec tous les problèmes de définition que pose celle-ci) : manque d'enquêtes, de données comparables, de mesure de la perception positive ou négative du temps vécu par les individus, etc. Enfin, le caractère peu satisfaisant, contradictoire et faiblement unifié de la batterie des indicateurs actuels de *soutenabilité*, qui ne peuvent être seulement monétaires mais aussi physiques, et qui devraient mesurer des variations de *stocks* pour se rapprocher de l'idée de « soutenabilité » : la consommation actuelle ne doit pas affecter les possibilités de consommations futures.

Les recommandations ne se réduisent cependant pas complètement à l'idée d'étendre les démarches de la comptabilité nationale et de la théorie économique. Elles méritent d'être discutées « pied à pied » et prises au sérieux.

Recommandation n° 1 : dans l'évaluation du bien-être matériel, se référer aux revenus et à la consommation, plutôt qu'à la production.

Si les données sur le sujet ne sont pas toutes accessibles, c'est surtout l'habitude dominante qui consiste à mettre en avant le seul PIB qui devrait être profondément

8. Toute perspective réflexive sur les usages sociaux de la quantification et des « indicateurs » est, par exemple, largement absente du rapport. Voir A. Desrosières, *Pour une sociologie de la quantification et Gouverner par les nombres*, Paris, École des Mines, 2008.

9. La prochaine étape de la consécration internationale des économistes travaillant sur de nouvelles mesures du bien-être est l'attribution d'un « Nobel »...

mise en cause, dans le débat politique (« la croissance » comme objectif ultime de la politique économique des États), les médias (« l'économie américaine est sortie de la récession au troisième trimestre »)... Il s'agit là d'un changement potentiellement important, mais peu d'acteurs ont commencé à passer à l'acte.

Recommandation n° 2 : mettre l'accent sur la perspective des ménages

Comment ne pas considérer, en effet, que les performances économiques doivent d'abord être mesurées pour les ménages ? Là encore, la disponibilité des données, leur publication par les instituts de statistique ne sont pas suffisants pour que changent les pratiques : encore faudrait-il un effort réel pour déplacer le regard du niveau des performances nationales vers celui des ménages, y compris en matière d'analyse de conjoncture.

Recommandation n° 3 : prendre en compte le patrimoine en même temps que les revenus et la consommation

Le rapport développe des analyses intéressantes sur la nécessité de bien mesurer le patrimoine et de l'intégrer dans l'appréhension du bien-être, mais il laisse dubitatif sur la possibilité de le faire correctement dans le contexte d'un capitalisme financier mondialisé où se succèdent les bulles spéculatives et les variations erratiques de prix ; par ailleurs, l'évaluation monétaire est très mal adaptée, quoi qu'en disent les auteurs, au capital humain, au capital social, au patrimoine environnemental.

Recommandation n° 4 : Accorder davantage d'importance à la répartition des revenus, de la consommation et des richesses

On retrouve donc, à nouveau au premier plan, la thématique des inégalités qui avait structuré les débats socio-économiques des années 1960-1970 ; les inégalités peuvent être mesurées de multiples manières (rapports entre quantiles, indice de Gini, comparaison de catégories socioprofessionnelles, etc.). Cette perspective avait été largement abandonnée par la statistique officielle durant les grandes heures de la période néolibérale¹⁰ : rappelons-nous la suppression dans les années 1990, par E. Balladur, du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC), institution indépendante qui avait été à l'origine de rapports pointant la dégradation en matière d'inégalités de revenus dans les années 1980. Reste à déterminer comment, par exemple, promouvoir la médiane au détriment de la moyenne dans les médias, ou comment diffuser des indicateurs de dispersion et d'inégalités qui soient à la fois simples à présenter et relativement unifiés. Le rapport ne donne aucune indication en ce sens.

Recommandation n° 5 : élargir les indicateurs de revenus aux activités non marchandes

Portée par la critique féministe¹¹, la nécessité de prendre en compte les

10. Parmi les acteurs de la contre-offensive en sociologie : A. Bihr, R. Pfefferkorn, *Le système des inégalités*, Paris, La Découverte, 2008.

11. Elle est représentée au sein de la Commission par Nancy Folbre.

activités domestiques non marchandes dans la mesure des revenus est reprise dans le rapport. Celui-ci en appelle aussi plus loin (deuxième partie) à la prise en compte du temps de loisir dans l'estimation du bien-être. Le *temps disponible* (et passé « agréablement ») est une unité au moins aussi importante que l'unité monétaire pour la mesure du bien-être des individus ou des ménages, mais le rapport ne pousse pas le raisonnement jusqu'à l'idée de promouvoir systématiquement des indicateurs non monétaires (bâts par exemple à partir de l'unité temporelle) ; il se contente d'invoquer la « valorisation des loisirs » (chiffrage monétaire dont on peut craindre qu'il ne soit très artificiel...) et, plus loin, la proportion du temps vécu de façon positive ou négative (dont la mesure est pour l'instant impossible).

Recommandation n° 6 : la qualité de la vie dépend des conditions objectives dans lesquelles se trouvent les personnes et de leurs « capacités » (capacités dynamiques). Il conviendrait d'améliorer les mesures chiffrées de la santé, de l'éducation, des activités personnelles et des conditions environnementales. En outre, un effort particulier devra porter sur la conception et l'application d'outils solides et fiables de mesure des relations sociales, de la participation à la vie politique, de l'insécurité, ensemble d'éléments dont on peut montrer qu'il est un bon prédicteur de la satisfaction que les gens tirent de leur vie.

S'il semble difficile de ne pas être d'accord avec une telle recommanda-

tion, il faut souligner son caractère à la fois banal et relativement vague, qui ne peut qu'inquiéter sur la prise en compte systématique des facteurs multidimensionnels du bien-être. De façon très frappante, les travaux sociologiques, ethnologiques (en particulier les enquêtes « qualitatives ») sur les différentes questions évoquées sont largement ignorés ou sous-estimés. L'idée, d'inspiration durkheimienne, selon laquelle le bien-être varie selon les *normes sociales* à l'œuvre dans une société, qui conduirait à une vision moins étroitement « naturaliste » et « utilitariste » que celle développée dans le rapport (même si celui-ci est en fait très composite dans le détail), ou encore que l'expression *discursive* du bien-être mesure mal un phénomène sous-jacent, sont totalement absentes.

Recommandation n° 7 : les indicateurs de la qualité de la vie devraient, dans toutes les dimensions qu'ils recouvrent, fournir une évaluation exhaustive et globale des inégalités.

Là encore, cette recommandation supposerait un changement de regard assez radical, que les organismes statistiques ne peuvent seuls opérer, quand bien même ils s'y engageraient, ce qui n'est pas acquis, loin s'en faut¹². En particulier, les

12. Alors que l'Insee a largement laissé dépérir la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles abondamment utilisée, pourtant, par les sociologues des inégalités depuis les années 1950, le rapport incite explicitement à mesurer systématiquement les inégalités socioprofessionnelles dans tous les domaines de l'existence sociale. On peut douter que les institutions de la statistique publique soient disposées à opérer un aussi net changement de cap.

inégalités de conditions et d'expériences du travail sont peu évoquées dans le rapport, alors qu'elles conditionnent de multiples aspects de la santé.

Recommandation n° 8 : des enquêtes devront être conçues pour évaluer les liens entre les différents aspects de la qualité de la vie de chacun, et les informations obtenues devront être utilisées lors de la définition de politiques dans différents domaines.

Sur le dernier point, les indicateurs mis en œuvre aujourd'hui dans les politiques publiques françaises (indicateurs de la loi organique relative aux lois de finances-Lolf) laissent aujourd'hui complètement de côté la qualité de la vie dans la mesure des « performances », lesquelles sont avant tout définies selon des catégories économiques, souvent d'origine marchande¹³. L'appel des membres de la commission est de l'ordre du vœu pieux et est en totale « dissonance » avec la pratique de l'évaluation quantitative des performances.

Recommandation n° 9 : les instituts de statistiques devraient fournir les informations nécessaires pour agréger les différentes dimensions de la qualité de la vie, et permettre ainsi la construction de différents indices.

13. Cf. les recherches qui se multiplient sur les indicateurs et le *benchmarking*, notamment autour d'I. Bruno et E. Didier. Sur la Lolf, voir en particulier C. Eyraud, « La Lolf et les projets annuels de performance : élaboration des figures du citoyen, de l'usager, du contribuable et du service public », communication au 15^e colloque international de la revue *Politiques et management public*, 16-17 mars 2006, Lille.

Les indices suggérés (comme la mesure de la proportion du temps où le sentiment prédominant est négatif), pour l'instant inaccessibles faute d'enquêtes, sont largement fondés sur l'exploitation de données d'attitude (notamment sur l'usage du temps), avec tous les problèmes, déjà mentionnés dans cette rubrique¹⁴, que soulèvent ces données. En revanche, les indicateurs synthétiques fondés sur des mesures monétaires et non monétaires « objectives » normalisées et pondérées (comme le BIP40) sont laissés de côté ou ignorés. Pourtant, ces indicateurs conduisent à remettre en cause l'hégémonie de la mesure monétaire tout en intégrant divers types de mesure. Certes, ils posent de nombreux problèmes : choix de la procédure de normalisation, pondérations... Mais ces problèmes ne sont pas plus aigus que ceux posés par le PIB.

Recommandation n° 10 : les mesures du bien-être, tant objectif que subjectif, fournissent des informations essentielles sur la qualité de la vie. Les instituts de statistiques devraient intégrer à leurs enquêtes des questions visant à connaître l'évaluation que chacun fait de sa vie, de ses expériences et priorités.

Là encore, les difficultés des enquêtes d'attitude sont fortement sous-estimées. Le rapport suggère cependant l'intégration de questions d'attitude à des questionnaires qui, jusque-là, les

14. F. Lebaron, « Vers une économie du bonheur ? », *Savoir/Agir*, n° 9, septembre 2009.

laissaient presque totalement aux instituts de sondage (avec de petits échantillons). Comme l'a montré l'enquête sur le « bonheur au travail », l'exploitation de certaines questions d'attitude peut cependant susciter des interprétations intéressantes¹⁵. Il est vrai que, comme nous l'avons déjà noté, l'expérience au travail est largement laissée de côté dans le rapport.

Recommandation n° 11 : l'évaluation de la soutenabilité nécessite un ensemble d'indicateurs bien défini. Les composantes de ce tableau de bord devront avoir pour trait distinctif de pouvoir être interprétées comme des variations de certains « stocks » sous-jacents. Un indice monétaire de soutenabilité a sa place dans un tel tableau de bord ; toutefois, en l'état actuel des connaissances, il devrait demeurer principalement axé sur les aspects économiques de la soutenabilité.

Là encore, la volonté de mesurer en unité monétaire (« valoriser » ou « monétariser ») les dégâts environnementaux est restée prédominante, même si elle a été contenue dans le rapport final, compte tenu sans doute de certaines critiques (comme celle de Jean Gadrey, membre de la Commission, et Dominique Méda¹⁶). Le rapport ouvre des voies à la recherche (statistico-économique), qu'il prend la précaution de ne pas présenter comme des « solutions » universelles, mais ce sont celles qui seront très certainement

retenues en priorité par les économistes et statisticiens dominants. L'exemple de l'épargne nette ajustée (ENA), qui est valorisée dans le rapport, montre pourtant que ces travaux ne produisent pas d'indicateurs dénués de nombreuses limites : construit à partir de soustractions à l'épargne brute, cet indicateur semble très artificiel.

Recommandation n° 12 : les aspects environnementaux de la soutenabilité méritent un suivi séparé reposant sur une batterie d'indicateurs physiques sélectionnés avec soin. Il est nécessaire, en particulier, que l'un d'eux indique clairement dans quelle mesure nous approchons de niveaux dangereux d'atteinte à l'environnement (du fait, par exemple, du changement climatique ou de l'épuisement des ressources halieutiques).

Cette recommandation de l'ordre de l'évidence implique un travail de recherche qui doit avant tout concerner les experts environnementaux et non les seuls économistes. On peut cependant douter que le constat de niveaux dangereux d'atteinte à l'environnement (comme dans le cas du réchauffement climatique) suffise à créer des réactions politiques à la hauteur de l'enjeu, compte tenu de la pression des forces industrielles et des divers intérêts au *statu quo*. Le sommet de Copenhague va prochainement illustrer le décalage entre la mise en scène des constats d'alerte et la lenteur, voire les contradictions, de l'action publique.

En conclusion, la révolution statistique annoncée par les responsables

15. C. Baudelot, M. Gollac (dir.), *Travailler pour être heureux ? Bonheur et travail en France*, Paris, Fayard, 2004.

16. J. Gadrey, D. Méda, art. cit.

politiques et les experts mobilisés pour la publication du rapport n'est pas aussi radicale qu'ils le prétendent : elle est aussi le produit de l'expansion de la science économique et de la comptabilité nationale monétaire à tous les domaines de l'activité humaine et à l'environnement. Surtout, l'absence de plan d'action et de dispositifs concrets (sans parler du chiffrage des moyens nécessaires) laisse entièrement ouverte la question de la « faisabilité » de cette révolution : de nombreux statisticiens et économistes pensent sans doute qu'elle permettra d'en limiter les effets au toilettage d'un système de comptabilité nationale un peu vermoulu, à l'ajout de quelques questions d'attitude dans divers questionnaires de statistique publique (enquêtes emplois du temps par exemple) et au développement de nouveaux modèles théoriques apparemment sophistiqués incorporant les questions du moment.

Les décideurs politiques, auxquels s'adressent en priorité les auteurs du rapport, n'auront sans doute pas saisi toutes les implications de celui-ci pour leurs propres catégories de perception de la vie économique et sociale : en toute rigueur, le discours sur la croissance devrait désormais faire place à un discours sur les revenus, les patrimoines des ménages, les inégalités multiples qui caractérisent les uns et les autres ; il devrait réévaluer à la hausse les bienfaits des services publics non marchands, mettre en avant des critères d'évaluation relatifs à la qualité de la vie (comme le temps de loisir), mesurer systématiquement la « souste-

nabilité » du développement, donc la dégradation de l'environnement et des ressources physiques, par des mesures monétaires et physiques, et en tenir compte dans l'action publique. Bref, il s'agit au fond d'adopter un référentiel plus « écologiste » et « socialiste » pour le vingt et unième siècle, mais tout en faisant comme si de rien n'était ou, mieux, tout en perpétuant le capitalisme financier mondialisé et l'hégémonie intellectuelle de la science économique américaine. Pourtant, l'histoire enseigne qu'il n'y a pas de révolution durable sans rapports de force sociaux : même si l'on peut en partager nombre de conclusions et d'orientations, on ne voit pas comment, en l'état actuel des forces sociales, le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi va pouvoir s'incarner dans des changements significatifs. ■